

**ARRETE N°DFP 26-04
PORTANT NOMINATION DU JURY POUR
LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPERIENCE**

**Licence Professionnelle Techniques de commercialisation, parcours
Business Développement et Management de la Relation Client**

Vu le code de l'Éducation : Article R335-5 Modifié par Décret n°2023-1275 du 27 décembre 2023 - art. 1 : La validation des acquis de l'expérience est organisée dans les conditions définies par les articles R. 6412-1 à R. 6412-6 du code du travail
Vu le décret n°2017-1135 du 4 juillet 2017,
Vu l'ordonnance n° 2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement, ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche,
Vu le décret n° 2019-1095 du 28 octobre 2019 portant création de CY Cergy Paris Université et approbation de ses statuts,
Vu l'élection de Monsieur Laurent GATINEAU en tant que président de CY Cergy Paris Université en date du 11 avril 2025,

LE PRESIDENT de CY CERGY PARIS UNIVERSITE

ARRETE

Article 1 : Composition du jury

Le jury de validation des acquis de l'expérience concernant la « Licence Professionnelle Techniques de commercialisation, parcours Business Développement et Management de la Relation Client », pour la session du 16 mars 2026, est composé comme suit :

Président du jury : Monsieur DI MARTINO Patrick - Professeur des universités

Membres :

Madame GENTNER Valérie – Responsable de formation

Monsieur BERNARD Alexis – Directeur de développement chez SEGI Propreté

Article 2 : Durée

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter de la date de sa signature et prendront fin, au plus tard, au terme de l'année universitaire 2025/2026.

Article 3 : Exécution

La directrice générale des services et l'agent comptable de CY Cergy Paris Université sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 : Entrée en vigueur

Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication.

Cergy, le 23 février 2026

Le Président de CY Cergy Paris Université,
Laurent GATINEAU



Publié le : 24/02/2026

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.